

Avec le retrait d'EGIS, une nouvelle victoire dans la campagne contre le tramway colonial à Jérusalem-Est

Paris, le 29 octobre 2019 - Nos organisations se félicitent du renoncement d'Egis à participer à l'appel d'offre sur le tracé d'une nouvelle ligne de tramway reliant la partie israélienne de Jérusalem aux colonies à l'Est de la ville, et appellent l'entreprise française à se retirer totalement du projet de tramway.

Dans un rapport de juin 2018 intitulé « Tramway de Jérusalem : des entreprises françaises contribuent à la colonisation israélienne du territoire palestinien occupé », nos huit organisations [1] dénonçaient la participation de trois entreprises françaises, Egis et Systra, filiales d'établissements publics (SNCF et RATP ; Caisse des Dépôts et Consignations) et Alstom, dans la construction du tramway de Jérusalem, outil de la politique de colonisation et d'annexion israélienne à Jérusalem, en violation complète du droit international.

Le retrait de Systra de ce projet était annoncé en juin 2018 par son actionnaire de référence la SNCF, invoquant le droit international public. Il était suivi du retrait d'Alstom en mai 2019 indiquant que *« l'appel d'offres et le projet lui-même sont ostensiblement nuisibles, ou pourraient potentiellement nuire aux droits de l'Homme »*.

Egis est la dernière entreprise française impliquée dans la réalisation de ce projet d'extension du tramway reliant la partie israélienne de Jérusalem aux colonies à l'Est de Jérusalem, participant ainsi au développement de la colonisation.

Nos organisations sont à plusieurs reprises intervenues auprès des différents acteurs : la direction d'EGIS, la Caisse des Dépôts et Consignations détenteur de 75% de son capital filiale Egis-Rail à Lyon, la présidente de la Commission de surveillance de la CDC.

Nous en avons maintenant une confirmation officielle : EGIS *« a renoncé à candidater à l'appel d'offre du mois de juin (dernier) sur le tracé de la future ligne marron »*.

Egis était jusqu'à présent engagé, au travers de contrats antérieurs, dans la réalisation de l'extension de la ligne rouge, et la création des lignes verte et bleue. Il était pilote de l'ensemble des travaux actuellement engagés, en interface direct avec la municipalité de Jérusalem (JTMT).

Nous nous félicitons de cette première annonce. Nous poursuivrons nos démarches pour obtenir un retrait total d'Egis de ce projet de tramway, comme nous le faisons en

direction de toutes les entreprises françaises qui contribuent à la colonisation du territoire palestinien en violation complète du Droit International et des engagements de la France.

mercredi 30 octobre 2019

Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité, CFDT, CGT, FIDH, LDH, Solidaires, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine